

## **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'Ecologie, du Développement  
durable et de l'Energie

Direction générale de l'aménagement, du  
logement et de la nature

Direction de l'eau et de la biodiversité

Sous Direction de la protection et de la gestion  
des ressources en eau et minérales

Bureau de la lutte contre les pollutions  
domestiques et industrielles

E00

**Note technique du 20 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la liste de  
vigilance introduite dans la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil  
du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne  
les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau**

NOR : DEVL1529624N

(Texte non paru au *Journal officiel*)

**La ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie,**

**à**

### **Pour exécution**

Préfets de région

Agences de l'eau

Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)

Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (LNE)

Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS)

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

Consortium AQUAREF

### **Pour information**

Secrétariat général du Gouvernement

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de bassin

Secrétariat général du MEDDE et du MLETR

### **Résumé**

La présente note technique vise à rappeler ou préciser :

- les objectifs et caractéristiques de la liste de vigilance européenne dans la surveillance de l'état chimique des eaux de surface ;
- les modalités de mise en œuvre de cette liste de vigilance au niveau national pour le premier cycle de surveillance (2016-2017).

Catégorie : Mesure d'organisation des services retenus par la ministre pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit	Domaine : Ecologie, développement durable		
Type : Instruction du gouvernement : NON	Instruction aux services déconcentrés : OUI		
Mots clés liste fermée : Environnement	Mots clés libres : liste de vigilance, surveillance eaux de surface		
Texte (s) de référence : <ul style="list-style-type: none"><li>• Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau</li><li>• Directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant les normes de qualité environnementales dans le domaine de l'eau</li><li>• Directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau</li><li>• Arrêté du 7 août 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 122-22 du code de l'environnement</li></ul>			
Circulaire(s) abrogée(s) : Aucune			
Date de mise en application : immédiate			
Pièce(s) annexe(s) : 3 Annexe I – Liste des substances de la première liste de vigilance Annexe II – Liste des stations de mesures sélectionnées pour la liste de vigilance Annexe III – Schéma de bancarisation des données			
N° d'homologation Cerfa :			
Publication	X BO	X Site circulaires.gouv.fr	non publiée

La directive 2013/39/UE du 12 août 2013 prévoit l'établissement d'une liste dite « liste de vigilance » composée de substances nécessitant la collecte supplémentaire de données de surveillance dans la perspective des futurs exercices de priorisation et de révision des listes de substances prioritaires à l'échelle européenne.

Le dispositif de surveillance de cette liste de vigilance repose sur un nombre restreint de substances et de points de mesures afin de limiter les coûts tout en s'assurant de la représentativité du réseau choisi par les Etats-membres et de la qualité des données recueillies.

Les conseils de mise en œuvre de ce dispositif sont développés dans un guide technique élaboré par le Joint Research Centre de la Commission Européenne et en cours de finalisation. L'objet de cette note technique est de présenter les caractéristiques de cette liste de vigilance et d'aborder la transposition des recommandations du guide technique européen au niveau national.

## **I. Caractéristiques de la liste de vigilance**

### **1. Contenu**

La liste de vigilance telle qu'établie par l'article 8 ter de la directive 2013/39/UE contient au maximum 10 substances ou groupes de substances, les matrices de surveillance correspondantes ainsi que les éventuelles méthodes d'analyse conseillées n'entraînant pas de coûts excessifs.

Le nombre maximal de ces substances ou groupe de substances augmente de un lors de chaque révision de la liste qui a lieu tous les deux ans. Une substance ne peut rester sur la liste de vigilance plus de deux cycles, soit quatre ans, à l'issue de quoi elle est soit incluse dans la liste des substances prioritaires, soit écartée du processus de priorisation et supprimée de la liste.

Les substances sont choisies parmi celles qui présentent un risque significatif mais pour lesquelles les données de surveillance au niveau de l'Union Européenne sont insuffisantes.

La première liste de vigilance a été adoptée par la Commission Européenne en mars 2015<sup>1</sup>. Cette liste peut être consultée en annexe I de la présente note.

### **2. Obligations réglementaires**

- Fréquence de surveillance : Les substances de la liste de surveillance sont surveillées pour une durée maximale de quatre ans, avec une fréquence minimale d'une mesure par an.
- Dimensionnement du réseau : Le nombre minimal de points de mesures est calculé sur la base d'une station par Etat-membre, auquel on ajoute une station s'il compte plus d'un million d'habitants, auquel on ajoute le nombre de stations égal à sa surface géographique en km<sup>2</sup> divisée par 60 000 (arrondi au nombre entier le plus proche), auquel on ajoute le nombre de stations égal à sa population divisée par cinq millions (arrondi au nombre entier le plus proche). Ces règles portent le nombre minimal de stations de mesure en France à 26.
- Caractéristiques des stations : Afin de minimiser les coûts, ces stations peuvent être choisies sur le réseau de surveillance existant, en privilégiant les eaux de surface continentales (cours d'eau et/ou plans d'eau). Elles doivent être choisies en tenant compte des habitudes d'usage des substances de la liste et des sites potentiels de présence de ces substances. Elles doivent être représentatives des pressions associées aux différentes substances de la liste (pressions agricoles, urbaines ou industrielles).

Il n'y a pas d'obligation de conformité à des normes de qualité environnementale ou de réduction des émissions pour les substances de la liste de vigilance. Les seules obligations portent sur la surveillance et le rapportage des données de cette surveillance, qui doit avoir lieu tous les deux ans. Un modèle de rapportage est mis à disposition des Etats-membres par la Commission Européenne.

---

<sup>1</sup> Décision d'exécution (UE) 2015/495 de la Commission du 20 mars 2015 établissant une liste de vigilance relative aux substances soumises à surveillance à l'échelle de l'Union dans le domaine de la politique de l'eau en vertu de la directive 2008/105/EC du parlement européen et du Conseil (JO L 78, 24.3.2015, p.40)

## **II. Mise en œuvre de la liste de vigilance au niveau national**

### **1. Choix des stations de mesure**

Le choix des stations de mesure a été effectué avec l'appui de l'INERIS en accord avec les recommandations de la directive 2013/39/UE.

26 points en eaux de surface continentales ont été sélectionnés, tous en métropole afin d'augmenter la représentativité des stations sélectionnées pour cet exercice effectué à l'échelle européenne. Ces 26 points ont été choisis parmi les sites sélectionnés lors de l'étude prospective menée en 2012. Dans chaque bassin, les sites ont été classés selon le niveau de présence potentielle des substances de la liste et sélectionnés pour être représentatifs des grands types de pressions : agricoles (9 stations), urbaines (9 stations) et industrielles (8 stations). Dans les plus petits bassins pour lesquels il n'était pas possible de choisir un site pour chaque type de pression, les sites dans lesquels le plus grand nombre de substances de la liste a été retrouvé ou pouvait potentiellement être retrouvé ont été sélectionnés.

La répartition des sites entre les Agences de l'eau s'est faite au prorata du nombre de sites du réseau de contrôle de surveillance.

<b>Agence de l'eau</b>	<b>Nombre de sites liste de vigilance</b>	<b>Nombre de sites de surveillance classique</b>
Artois-Picardie	1	50
Rhin-Meuse	2	107
Seine-Normandie	4	216
Adour-Garonne	5	355
Loire-Bretagne	7	418
Rhône-Méditerranée-Corse	7	418
Total	26	1564

La liste des stations peut être consultée en annexe II de la présente note.

### **2. Fréquence et calendrier de surveillance**

La France a fait le choix d'effectuer deux campagnes de surveillance par an : l'une au printemps, et l'autre en automne. Les dates exactes de campagne sont à fixer par les agences en concertation avec les laboratoires d'analyse. Avant fin décembre, il est souhaitable que les Agences transmettent à l'INERIS (fabrizio.botta@ineris.fr) les dates exactes des campagnes (1<sup>ère</sup> campagne entre mai et juin, 2<sup>ème</sup> campagne entre septembre et octobre). L'INERIS se chargera de suivre le bon déroulement des campagnes ainsi que d'informer les trois laboratoires d'analyses des dates des livraisons des échantillons programmées par les agences.

### 3. Modalités d'échantillonnage et d'analyse

#### i. Méthodologies de prélèvements et d'analyse

Le laboratoire de référence pour la surveillance AQUAREF se charge de développer et/ou valider les méthodologies de prélèvements et d'analyse en respect des exigences de la Commission et des recommandations du guide technique sur les limites de détection (annexe I). Pour le premier exercice 2016-2017, les développements analytiques nécessaires ont été effectués dans le cadre du programme de travail AQUAREF 2015.

#### ii. Laboratoires et répartition des analyses

Trois laboratoires sont en charge des analyses des substances de la liste de vigilance pour le premier cycle (campagnes de 2016 et de 2017) : le BRGM, l'INERIS et le LNE. Le BRGM a été désigné pilote de la surveillance de la liste de vigilance. La répartition des substances en fonction des laboratoires est la suivante :

Substance (libellé SANDRE)	Code SANDRE	Code CAS	Laboratoire
17 beta-Estradiol	5397	50-28-2	LNE
Estrone	5396	53-16-7	LNE
Ethinyl estradiol	2629	57-63-6	LNE
Triallate	1281	2303-17-5	INERIS
2,6-di-tert-butyl-4-méthylphénol	7815	128-37-0	INERIS
4-méthoxycinnamate de 2-éthylhexyle	7816	5466-77-3	INERIS
Mercaptodiméthur	1510	2032-65-7	BRGM
Oxadiazon	1667	19666-30-9	BRGM
Diclofenac	5349	15307-86-5	BRGM
Imidaclopride	1877	138261-41-3	BRGM
Thiacloprid	5671	111988-49-9	BRGM
Thiamethoxam	6390	153719-23-4	BRGM
Clothianidine	6389	210880-92-5	BRGM
Acetamiprid	5579	135410-20-7	BRGM
Erythromycine	6522	114-07-8	BRGM
Clarithromycine	6537	81103-11-9	BRGM
Azithromycine	7817	83905-01-5	BRGM

Les analyses portent sur des échantillons d'eau « entiers » incluant les matières en suspension. La proposition de la Commission d'analyser en plus le 2-ethylhexyl 4-methoxycinnamate dans les sédiments n'a pas été retenue.

### **iii. Echantillonnage et prélèvements**

Les Agences de l'eau sont en charge des prélèvements.

#### Matériel de prélèvement et volumes à prélever :

Le volume total à prélever sera de l'ordre de 10 L. En amont des campagnes, l'INERIS aura fait parvenir aux préleveurs les flacons nécessaires à ces analyses dans des glacières :

- une glacière pour les prélèvements destinés au BRGM (incluant les flacons nécessaires à l'analyse des paramètres complémentaires, cf. point sur les métadonnées plus bas)
- une glacière pour les prélèvements destinés à l'INERIS
- une glacière pour les prélèvements destinés au LNE

Le volume exact à prélever pour les différents laboratoires sera défini d'ici la fin janvier 2016 et communiqué aux acteurs de terrain.

#### Transmission aux laboratoires d'analyse :

Le renvoi des flacons devra être effectué séparément pour chaque laboratoire le soir même du prélèvement pour que les échantillons soient livrés le matin suivant l'échantillonnage (donc avec un délai maximal de 24 h) compte tenu de l'instabilité de certaines substances de la liste. Compte tenu des jours de fermeture des instituts en charge des analyses, aucun prélèvement ne devra être effectué le vendredi. La stabilisation sur site des échantillons n'est pour l'instant pas envisagée compte tenu de la variété des molécules et de leurs propriétés.

#### Précautions d'échantillonnage :

AQUAREF estime qu'il existe peu de risque de contamination lors des opérations d'échantillonnage, hormis pour deux substances : le diclofénac (anti-inflammatoire sous forme de pommade) et le 2-ethylhexyl 4-methoxycinnamate (agent absorbant UV-B présent dans les écrans solaires et de nombreux produits cosmétiques). Ce risque est lié à une contamination par les opérateurs, et AQUAREF n'a donc pas préconisé dans ce contexte la réalisation de blancs terrains comme méthode pertinente de maîtrise du risque de contamination. Cette décision pourra être revue en fonction des résultats de la première campagne.

En revanche, les préleveurs doivent appliquer les recommandations habituelles de l'échantillonnage en eau de surface des programmes de surveillance réglementaire. Le port de gants nitrile à usage unique est recommandé.

Une journée d'information aux préleveurs sur les risques de contamination spécifiques à la liste de vigilance sera organisée par AQUAREF (INERIS avec la participation du LNE et du BRGM) au premier trimestre 2016.

#### Métadonnées :

Les préleveurs sont en charge d'effectuer les mesures in situ nécessaires pour interpréter les données de surveillance : pH, conductivité, température, oxygène dissous.

Les analyses des paramètres complémentaires (matières en suspension, carbone organique total) seront réalisées par le BRGM.

#### **4. Financement et gouvernance**

Les prélèvements sont financés par les Agences de l'eau dans le cadre de leurs marchés.

Les analyses sont financées par l'ONEMA dans le cadre des conventions avec le BRGM, l'INERIS et le LNE.

Les développements et l'expertise sur les données par AQUAREF sont soutenus par l'ONEMA.

Les travaux du SANDRE sur les fichiers d'échanges de données et de saisie des résultats seront également financés par l'ONEMA.

Un Comité de Pilotage se réunira une fois par an à l'issue des campagnes afin d'en tirer les conclusions et d'envisager les ajustements nécessaires pour le bon déroulement des campagnes suivantes. Ce Comité de Pilotage rassemblera des représentants de tous les acteurs du dispositif.

#### **5. Gestion et mise à disposition des données**

Le format de rapportage et d'échange de données devra être compatible avec le modèle exigé par la Commission pour le rapportage au niveau européen. Il sera mis au point par le SANDRE (en version .xls) avec l'appui d'AQUAREF pour la définition des champs nécessaires à l'exploitation (métadonnées prélèvement et analyse). Le SANDRE transmettra les fichiers aux Agences de l'eau et à l'ONEMA pour validation et élaboration des cahiers des charges, puis aux 3 laboratoires d'analyses impliqués une fois ce format validé.

Une fois les analyses réalisées, le BRGM centralisera les fichiers de données des 3 laboratoires. AQUAREF assurera ensuite une validation des données sur la base d'une expertise analytique et métrologique. Le BRGM transmettra ensuite au secrétariat technique du SANDRE l'ensemble des données d'analyse et de terrain pour vérification de la complétude des informations nécessaires pour le rapportage européen. Les données seront ensuite envoyées par le BRGM aux Agences de l'eau pour bancarisation dans leurs bases de données et à l'Onema pour :

- transmission à l'INERIS en vue de la bancarisation dans la base SUPREMA (dédiée aux exercices de surveillance prospective),
- mise à disposition du public par le service d'information Eaufrance, en application du schéma national des données sur l'eau,
- et pour mise à disposition de la DEB, qui transmettra l'ensemble des résultats diffusables à la Commission Européenne.

Ce circuit des données est récapitulé dans le schéma en annexe III de la présente note.

La présente note technique sera publiée au bulletin officiel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le 20 janvier 2016

Pour la ministre et par délégation

Le directeur de l'eau et de la biodiversité

François MITTEAULT



## Annexe I : Liste des substances de la première liste de vigilance

Substance (Libellé JRC)	Substance (Libellé SANDRE)	Code SANDRE	Code CAS	Type de substance	Limite de détection requise (ng/L)
17-Bêta-estradiol (E2)	17 beta-Estradiol	5397	50-28-2	Hormone	0.4
Estrone (E1)	Estrone	5396	53-16-7	Hormone	0.4
17-Alpha-éthinyloestradiol (EE2)	Ethynyl estradiol	2629	57-63-6	Hormone	0.0035
2,6-ditert-butyl-4-méthylphénol	2,6-di-tert-butyl-4-méthylphénol	7815	128-37-0	Produit industriel	3160
2-Ethylhexyl 4-methoxycinnamate	4-méthoxycinnamate de 2-éthylhexyle	7816	5466-77-3	Agent anti UV-B	6000
Oxadiazon	Oxadiazon	1667	19666-30-9	Herbicide	88
Tri-allate	Triallate	1281	2303-17-5	Herbicide	670
Methiocarb	Mercaptodiméthur	1510	2032-65-7	Insecticide	10
Imidacloprid	Imidaclopride	1877	138261-41-3	Insecticide	9
Thiacloprid	Thiacloprid	5671	111988-49-9	Insecticide	9
Thiamethoxam	Thiamethoxam	6390	153719-23-4	Insecticide	9
Clothianidin	Clothianidine	6389	210880-92-5	Insecticide	9
Acetamiprid	Acetamiprid	5579	135410-20-7	Insecticide	9
Diclofénac	Diclofenac	5349	15307-86-5	Anti-inflammatoire humain et vétérinaire	10
Erythromycin	Erythromycine	6522	114-07-8	Antibiotique humain	90
Clarithromycin	Clarithromycine	6537	81103-11-9	Antibiotique humain	90
Azithromycin	Azithromycine	7817	83905-01-5	Antibiotique humain	90

## Annexe II : Liste et localisation des stations de mesures sélectionnées pour la liste de vigilance

Bassin	Code WISE	Nom de la station	Code SANDRE	Code étude 2012	Pression	Est/Ouest	Degré	Minute	Seconde	Nord/Sud	Degré2	Minute2	Seconde2
Artois Picardie	FRR01016000	L'escaut canalisé à Fresnes sur Escaut	01016000	CE_M_St0104	Urbaine	Est	3	34	52,01	Nord	50	25	33,48
Rhin-Meuse	-	La souffel a mundolsheim	02037500	CE_M_St0203	Agricole								
Rhin-Meuse	FRCR02084000	La moselle a hauconcourt	02084000	CE_M_St0206	Urbaine	Est	6	11	27,24	Nord	49	11	25,8
Seine-Normandie	FRHR03199200	L'iton a normanville	03199200	CE_M_St0304	Urbaine	Est	1	9	6,696	Nord	49	4	48,72
Seine-Normandie	FRHR03219780	La risle a ambenay 2	03219780	CE_M_St0305	Industrielle	Est	0	43	23,556	Nord	48	5	2,4
Seine-Normandie	FRHR03197000	L'iton a chaise-dieu-du-theil	03197000	CE_M_St0306	Agricole	Est	0	45	42,264	Nord	48	45	53,28
Seine-Normandie	FRHR03051500	L'almont a moisenay	03051500	CE_M_St0308	Industrielle	Est	2	44	27,528	Nord	48	33	32,4
Loire-Bretagne	FRGR04008000	Furan à andrezieux-boutheon	04008000	CE_M_St0402	Urbaine	Est	4	15	0,72	Nord	45	31	29,28
Loire-Bretagne	FRGR04015000	Loire à briennon	04015000	CE_M_St0405	Urbaine	Est	4	5	5,748	Nord	46	8	48,12
Loire-Bretagne	FRGR04019700	Bourbince à vitry-en-charollais	04019700	CE_M_St0406	Industrielle	Est	4	4	44,112	Nord	46	28	18,48
Loire-Bretagne	FRGR04034650	Bedat à saint-laure	04034650	CE_M_St0408	Urbaine	Est	3	17	42,144	Nord	45	54	0,72
Loire-Bretagne	FRGR04134000	Layon à saint-lambert-du-lattay	04134000	CE_M_St0409	Agricole	Ouest	0	-37	-54,84	Nord	47	18	58,32
Loire-Bretagne	-	Oust à loudeac	04195690	CE_M_St0426	Industrielle								
Loire-Bretagne	FRGR04209990	Vilaine à guichen	04209990	CE_M_St0428	Agricole	Ouest	-1	-46	-26,328	Nord	48	0	9,72
Adour-Garonne	FRFR05127000	L'aveyron à rodez	05127000	CE_M_St0506	Urbaine	Est	2	29	35,664	Nord	44	2	16,44
Adour-Garonne	FRFR05005610	La légère à st-faziol	05005610	CE_M_St0509	Industrielle	Ouest	0	-1	-6,8772	Nord	46	12	46,44
Adour-Garonne	FRFR05153000	La gimone à lafitte	05153000	CE_M_St0519	Agricole	Est	1	7	14,952	Nord	43	58	21
Adour-Garonne	FRFR05083585	Le tolzac à varès	05083585	CE_M_St0520	Agricole	Est	0	23	16,116	Nord	44	26	26,16
Adour-Garonne	FRFR05039000	L'isle à razac	05039000	CE_M_St0523	Urbaine	Est	0	35	34,548	Nord	45	1	18,84
Rhone-Méditerranée	FRDR06016000	Ouche à crimolois	06016000	CE_M_St0612	Urbaine	Est	5	7	2,99	Nord	47	15	58,46
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06046000	Reyssouze à viriat	06046000	CE_M_St0613	Urbaine	Est	5	11	45,44	Nord	46	15	27,47
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06074500	Tillet à aix-les-bains	06074500	CE_M_St0617	Industrielle	Est	5	53	31,64	Nord	45	41	37,73
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06097000	Gier à givros	06097000	CE_M_St0618	Industrielle	Est	4	45	4,28	Nord	45	35	15,77
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06127900	Avene a saint privat des vieux	06127900	CE_M_St0619	Industrielle	Est	4	8	0,46	Nord	44	7	45,63
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06169050	Agulla de la mar à alenya	06169050	CE_M_St0627	Agricole	Est	2	59	3,98	Nord	42	38	16,65
Rhone-Méditerranée Corse	FRDR06177910	Tréboul à castelnaudary	06177910	CE_M_St0628	Agricole	Est	1	58	45,53	Nord	43	17	39,29

### Annexe III – Schéma du circuit de bancarisation des données de la liste de vigilance

